

**Séance ordinaire du
jeudi 27 septembre 2018**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-dix-huit et le vingt-sept septembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme et Aménagement
durable**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALLIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Perla DANAN, Stéphanie JANNIN, Séverine SCUDIER.

FONCIER

**Locaux 6 rue Maguelone
Parcelle cadastrée HM 36**

Désaffectation et déclassement du domaine public communal

La Ville de Montpellier est propriétaire de locaux situés 6 rue Maguelone en pied d'un immeuble à caractère patrimonial dénommé « Le Capoulié », acquisition réalisée en deux temps par actes des 29 janvier 1982 et 13 juillet 2007.

Ces locaux, lots 1, 27 et 29, correspondent à la quasi-totalité du rez-de-chaussée de l'immeuble et des entresols. Les étages sont la propriété de plusieurs sociétés civiles immobilières, occupés par différentes activités et également par du logement dans les étages élevés.

Construit pour accueillir un grand magasin en 1897 par les architectes Soreau & Pratt, à l'instar des grands magasins parisiens, le Capoulié, alors « Paris-Montpellier » se trouve sur l'emplacement de l'éphémère théâtre concert des Variétés, créé en 1888 à la rencontre de la rue d'Obilion et de la nouvelle artère reliant la gare à la place de la Comédie, la rue Maguelone.

Le magasin ajoutait à sa surface de vente, les avantages d'un salon de lecture, d'une salle de correspondance et d'un cinématographe Lumière en activité jusqu'aux années 1920.

Le volume était divisé horizontalement par des galeries à encorbellement portées par des colonnes de fonte et auxquelles donnait accès un escalier central à double révolution. En 1917 le bâtiment sera surélevé d'un étage par les architectes Léopold & Louis Carlier.

Jusqu'en 1960, l'immeuble était occupé par l'enseigne Paris Montpellier. Puis l'immeuble a été vendu et a fait l'objet d'un découpage en 67 lots de copropriété dans les années 80.

L'intérieur a été démoli et recomposé en 7 niveaux. C'est à cette période que la Ville a acquis son premier lot.

Ces locaux ont accueilli certains services dépendant de la Ville, un temps l'office du tourisme puis la maison de la Prévention et l'Espace Jeunesse.

La maison de la Prévention a quitté les lieux fin 2016 dans le cadre d'une rationalisation du déploiement des équipements publics.

L'Espace jeunesse a occupé encore une partie des locaux qu'il a quittés à la fin de ce premier semestre 2018.

Désormais, ces locaux sont donc matériellement désaffectés.

Par délibération du 23 novembre 2017, anticipant sur cette désaffectation programmée, la Ville a décidé de lancer une procédure de vente de ce bien alors encore affecté au domaine public, comme l'y autorise l'ordonnance récente 2017-562 du 19 avril 2017 relative à la propriété des personnes publiques, qui permet aux collectivités de procéder à la cession de leurs biens par anticipation sur leur désaffectation et leur déclassement. Cette vente entre dans le cadre de la bonne gestion du patrimoine municipal.

Les locaux ayant été désaffectés dès 2018, il est proposé de décider dès à présent formellement de leur déclassement, ce qui permet dès lors de procéder pour la Ville à une vente simple de son domaine privé d'un bien libre de toute occupation, vente qui sera proposée par délibération spécifique.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de constater la désaffectation des locaux situés dans l'immeuble le Capoulié 6 rue Maguelone et cadastrés section HM 36 ;
- de prononcer le déclassement du domaine public communal de ce bien pour le faire entrer dans le domaine privé de la commune ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 3 octobre 2018

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 4 octobre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20180927-55799A-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/10/18
Réception en Préfecture : 08/10/18

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.